



CARTOGRAPHIE DES RISQUES SECTORIELS DE L'ÉCONOMIE TUNISIENNE

Trimestre : 1 - Année : 2024 - Pays : Tunisie



CARTOGRAPHIE DES RISQUES SECTORIELS DE L'ÉCONOMIE TUNISIENNE

- 01 - Cadre général de l'étude...[consulter](#)
- 02 - Note méthodologique... [consulter](#)
- 03 - Disclaimer... [consulter](#)
- 04 - Diagnostic...[consulter](#)



PBR RATING

PRONOA BY RECKON

est une agence de notation financière. Sa mission est de fournir des notations financières ainsi que des recherches et des analyses sur différents secteurs d'activité économiques, contribuant à l'efficacité de l'information financière pour l'ensemble des intervenants économiques.

01

Cadre général de l'étude





CADRE GÉNÉRALE DE L'ÉTUDE

La Tunisie souffrait déjà avant 2011 d'une croissance qui s'était affaiblie et surtout qui était pauvre en termes de création d'emplois et de valeur ajoutée. Sur une longue période, la croissance du pays se situait autour de 4 à 4,5%, par an. La crise financière de 2008 l'avait ramenée à des niveaux bien plus bas, autour de 2% l'an, pendant que le reste du monde et notamment les partenaires européens de la Tunisie passaient par une crise sévère et certains d'entre eux entraient même en récession.

Depuis 2011, la Tunisie n'a jamais retrouvé les niveaux de croissance d'avant la révolution. En 2011, année de la révolution, le PIB avait reculé de près de 2%, pour se reprendre en 2012 à un niveau appréciable de 3,6% l'an. Mais cette embellie singulière était fragile, car essentiellement tirée par des recrutements importants dans la fonction publique et des augmentations substantielles de la masse salariale publique. Depuis, la croissance s'est toujours située à des niveaux extrêmement faibles, entre 1 et 2% l'an, largement inférieurs au trend avant la révolution et surtout sans rapport avec l'exigence de création d'emplois. Des études menées dès 2012 montraient que la croissance potentielle en Tunisie était plafonnée à 4% l'an, et que pour pouvoir aller au-delà, il fallait engager de multiples réformes sectorielles, seules susceptibles de lever ce plafond de verre qui pèse sur l'économie tunisienne.

En 2016, des études équivalentes estimaient alors cette croissance potentielle autour de 3% l'an, confirmant le fléchissement continu de son rythme depuis 2009. Or les réformes nécessaires au relèvement de la croissance potentielle n'ont jamais été engagées, faute de stabilité politique, de vision et de volonté. Il en a résulté une dégradation du niveau de vie de la population, une aggravation du chômage et une perte du pouvoir d'achat.

Entre 2011 et 2019, le chômage est passé de 13% de la population active à 15,5 %, hors effet Covid et à plus de 18% avec l'effet Covid. Le revenu par tête d'habitant, mesuré en dollars en parité de pouvoir d'achat, a reculé de 30% sur la même période et le dinar est passé de 0,52 euro à 0,30, perdant ainsi plus de 40% de sa valeur. La pandémie aura fait chuter le PIB de près de 10% en 2020, gommant d'un coup la maigre croissance cumulée des dix dernières années. Et même l'annonce, dans le cadre de la loi de finances 2021, d'une croissance de 4% est une fausse bonne nouvelle, car à ce rythme, et compte tenu de la chute brutale de 2020, le pays ne retrouvera le niveau du PIB de 2019 qu'en 2023.

En 2020, la croissance annuelle tunisienne affiche un résultat de -8,6%, subissant l'impact de la crise Covid-19 mais confirmant techniquement, un fléchissement continu depuis quelques exercices, gommant d'un coup la maigre croissance cumulée des dix dernières années. . En effet et pour rappel, l'économie locale a enregistré une croissance de 2,6% en 2018 et de 1,5% en 2019. Le revenu habitant, mesuré en dollars en parité de pouvoir d'achat, a reculé de 30% sur la même période et le dinar est passé de 0,52 euro à 0,30, perdant ainsi plus de 40% de sa valeur.

Les exercices 2021 et 2022 ont exposé encore plus la vulnérabilité et les carences du modèle économique tunisien. Malgré des taux de croissance (techniquement) positifs, le pays peine encore à retrouver son niveau de création de richesse nette de l'exercice 2019. Sans réformes et financements extérieurs d'ampleurs et confrontée à une crise interne et à de nombreux impacts négatifs externes, l'économie nationale est en passe de réaliser un exercice (économique et budgétaire) 2023 difficile, dont l'inflation et surtout le déficit commerciale risquent de fragiliser d'avantage.

02

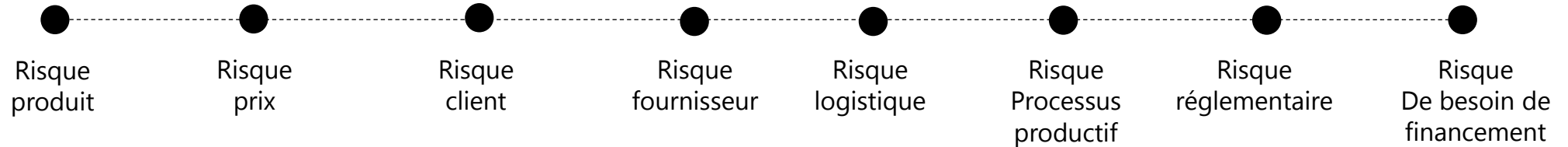
Note méthodologique





NOTE METHODOLOGIQUE

La présente étude s'appuie sur un modèle d'estimation, fondé sur un ensemble d'hypothèses micro et macroéconomiques. L'équipe de recherche a tout d'abord procédé au classement et au retraitement des principaux secteurs contribuant à la production économique en Tunisie, ainsi que leurs pondérations dans la création de valeur ajoutée. Tous les secteurs ont été analysés, notamment à travers la décomposition de leurs chaînes de valeurs respectives, sur la base de 8 facteurs structurels, à savoir :



Une analyse de la vulnérabilité économique de chaque secteur d'activité a été effectuée et un suivi particulier a été accordé à l'examen de la résilience des acteurs économiques (privés/publics).

Deux scénarios de l'évolution de la croissance économique tunisienne en 2020 ont ensuite été définis, selon les dynamiques actuelles de l'économie locale et l'impact attendu de la crise sur les composantes des différentes chaînes de valeur, de chaque secteur d'activité. L'analyse et l'agrégation des différents impacts ont permis d'établir des estimations de l'évolution de la création de valeur globale pour chaque secteur, puis pour l'ensemble du PIB, ainsi que des prévisions pour un ensemble d'agrégats macroéconomiques (chômage, déficit budgétaire, endettement, etc...).



NOTE METHODOLOGIQUE

Principales sources de données brutes

- Ministère des Finances Tunisien
- Banque Centrale de Tunisie
- Institut National de la Statistique
- Conseil du Marché Financier
- Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis
- Autorité de Contrôle de la Microfinance
- Fonds Monétaire Internationale
- Banque Mondiale
- Agence de Promotion de l'Industrie et de l'Innovation
- Agence de Promotion des Investissements Agricoles
- Observatoire National de l'Agriculture
- Institut Arabe des Chefs d'Entreprises
- Foreign Investment Promotion Agency

Périmètre du diagnostic

Le présent document présente une analyse globale de la période 2010 – 2022 et une évaluation prospective sur l'exercice 2023 et 2024.

03

Disclaimer





DISCLAIMER

Le présent compte rendu a pour principal objet la présentation des conclusions de PBR Rating, relative à son analyse macroéconomique sur la situation économique et financière de la Tunisie.

Les notations, les analyses sectorielles et les avis de PBR Rating ne constituent pas et ne fournissent pas de conseils en placement ou de conseils financiers, ni des recommandations à l'achat, à la vente ou à la conservation de titres ou d'actifs. PBR Rating émet des notations et diffuse des publications sur la base du principe que chaque investisseur procédera, avec diligence, pour chaque titre qu'il envisage d'acheter, de détenir ou de vendre, à sa propre analyse et évaluation. Les notations et les publications de PBR Rating ne s'adressent pas aux investisseurs particuliers et il serait inapproprié pour les investisseurs de prendre une décision d'investissement sur la simple base d'une notation.

Toutes les informations contenues dans le présent document, ainsi que les informations sources des analyses et des avis de PBR Rating, ont été obtenues par PBR Rating auprès de sources considérées comme exactes et fiables par PBR Rating. PBR Rating n'audite ni ne vérifie la véracité ou l'exactitude de ces informations, ni n'enquête sur le rapport des auditeurs, des actuaires, des experts, des consultants, etc., ni sur aucun autre rapport visant à prouver l'exactitude des informations. Si les rapports principaux tels que les rapports des auditeurs, des actuaires ou des experts contiennent des informations erronées ou trompeuses, les notations et les publications associées aux informations utilisées peuvent ne pas être exactes et PBR Rating n'assume aucune responsabilité à cet égard. Toutefois PBR Rating met en œuvre toutes les mesures de nature à garantir la qualité des informations utilisées lors de ses publications et ses opérations de notation.

Dans les limites autorisées par la loi, PBR Rating et ses représentants, se dégagent de toute responsabilité envers toute personne ou entité pour toute perte et tout dommage, consécutifs ou accidentels, résultant de ou en connexion avec les informations contenues dans le présent document, ou du fait de l'utilisation ou l'incapacité d'utiliser l'une de ces informations. Une publication sectorielle ou une attribution d'une note à un émetteur ou un titre quelconque ne doit pas être considérée comme une garantie de l'exactitude, de l'exhaustivité ou de l'intemporalité des informations utilisées pour la notation ou les résultats obtenus de l'utilisation de ces informations. Aucune garantie, expresse ou implicite, concernant le caractère exact, opportun, complet, commercialisable ou adapté à un usage particulier de toute notation ou opinion ou publication ou autre information n'est donnée ou faite par PBR Rating sous quelque forme ou manière que ce soit.

Toutes les informations contenues dans le présent document sont protégées par la loi, notamment, par la loi relative au droit d'auteur, et aucune de ces informations ne peut être copiée ou reproduite, reformatée, retransmise, transférée, diffusée, redistribuée ou revendue de quelque manière que ce soit, ni stockée en vue d'une utilisation ultérieure à l'une de ces fins, en totalité ou en partie, sous quelque forme ou manière que ce soit et par quiconque, sans l'autorisation écrite préalable de PBR Rating.

04

Diagnostic



4.3

Cartographie sectorielle





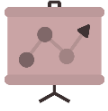
CARTOGRAPHIE DES RISQUES SECTORIELS DE L'ÉCONOMIE TUNISIENNE



Cartographie sectorielle

INDUSTRIES NON MANUFACTURIÈRES

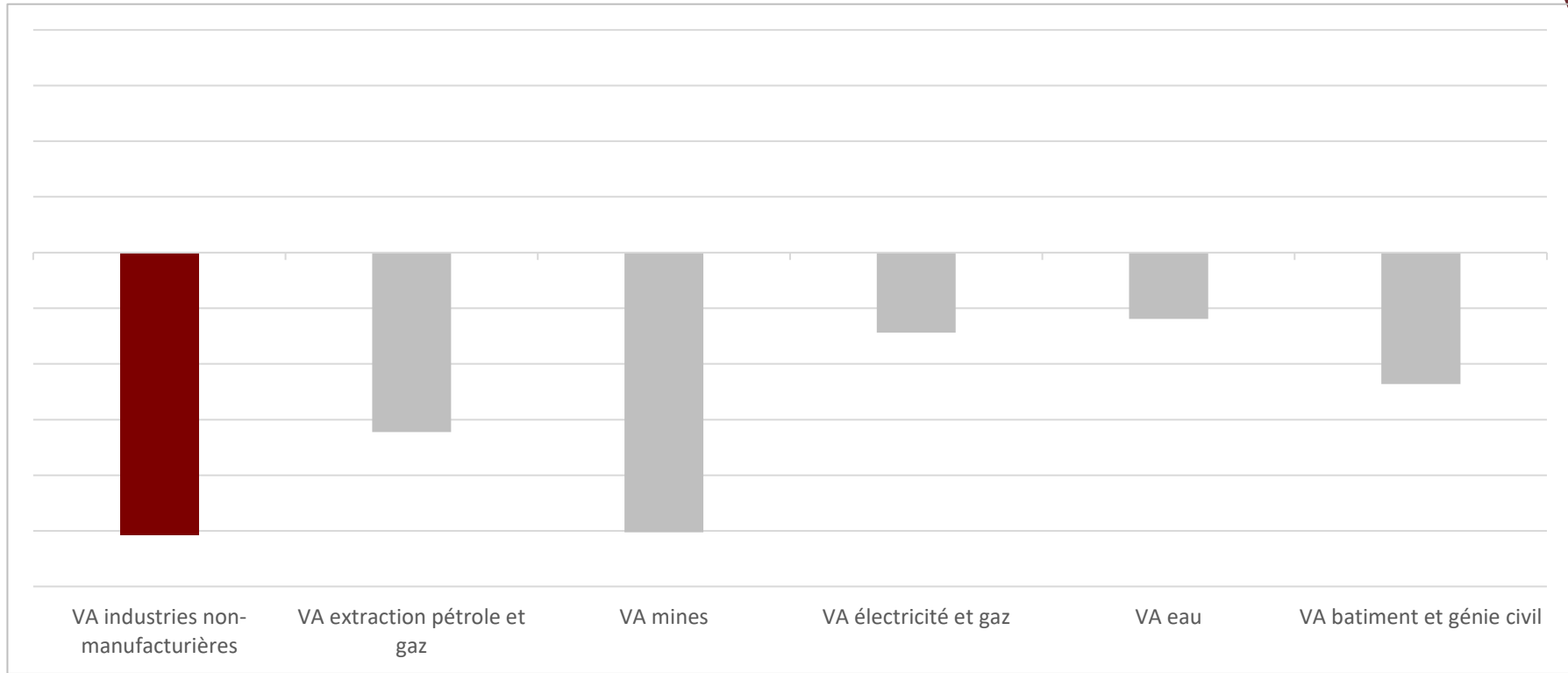
[Voir sommaire](#)



Cartographie sectorielle

Industries non manufacturières =

F





Cartographie sectorielle

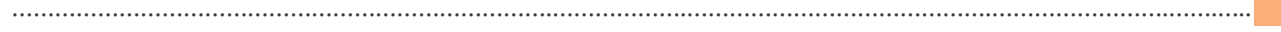
Industries non manufacturières



Extraction du pétrole et du gaz naturel



Extraction des produits miniers



Production et distribution d'électricité et gaz



Production et gestion d'eau et de déchets



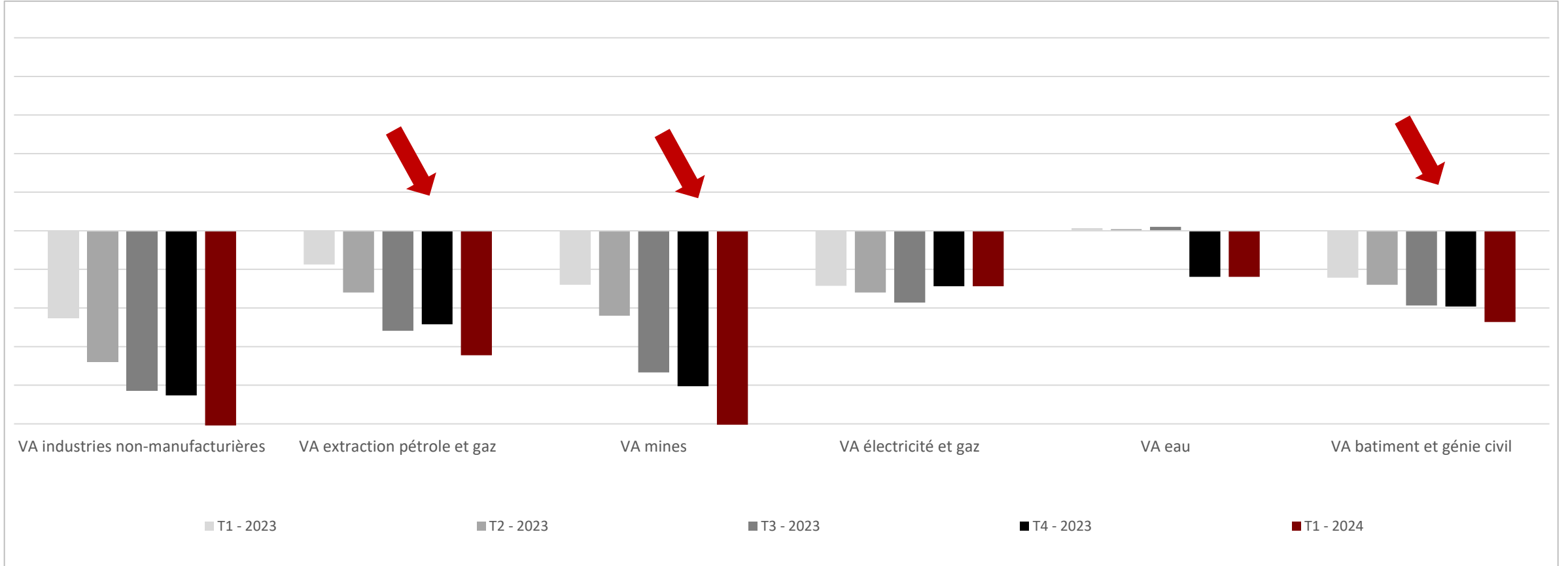
Bâtiment et génie civil





Cartographie sectorielle

Industries non manufacturières





Cartographie sectorielle

Industries non manufacturières

